

Libération d'Emanuel Christen et d'Elio Erriquez

Enlevés le 6 octobre 1989 à Saïda (Liban), alors qu'ils se rendaient à leur travail, les deux délégués orthopédistes du CICR, Emanuel Christen et Elio Erriquez ont été libérés respectivement les 8 et 13 août 1990 après 307 et 312 jours de détention.

Leur libération s'est déroulée selon le même scénario: remis aux forces syriennes au Liban, les délégués ont été transférés à Damas, où ils ont été remis à l'ambassade de Suisse, en présence du chef de la délégation du CICR dans la capitale syrienne. De là, un avion spécial, affrété par le CICR, a ramené les ex-otages en Suisse, où ils ont été accueillis par leurs familles, ainsi que par René Felber, chef du département fédéral des Affaires étrangères, et Cornelio Sommaruga, président du CICR.

Avant leur libération, un communiqué signé par une organisation inconnue, les «Fractions révolutionnaires palestiniennes», accompagné d'une photo de l'otage concerné, avait été adressé à des médias internationaux à Beyrouth.

Dans un message à la presse, le 14 août, le président du CICR, M. Cornelio Sommaruga a tout d'abord exprimé «l'intense joie» que cette libération provoquait au CICR et que tous ses collaborateurs partageaient avec les familles d'Elio et d'Emanuel. Il a ensuite notamment déclaré: «Ce dénouement heureux a été rendu possible grâce au soutien actif que nous ont accordé les gouvernements dont nous avons sollicité l'aide et les bons offices. A ce propos, je souhaite exprimer la gratitude du CICR au dirigeant libyen, le colonel Muammar Khadafi qui, par ses appels humanitaires pour la libération de nos deux collaborateurs, par ses démarches, nous a apporté un soutien constant. Je souhaite aussi exprimer notre reconnaissance au président syrien Hafez el Assad et au président algérien Chadli Benjedid qui, nous le savons, ont été tout au long de cette crise activement engagés dans la recherche d'une solution. Je remercie enfin le Gouvernement de la République islamique d'Iran, l'Organisation pour la Libération de la

Palestine et les autorités libanaises, ainsi que toutes les parties qui, au Liban, nous ont témoigné leur soutien et leur solidarité».

Le président du CICR a également remercié l'opinion publique suisse, les autorités fédérales, cantonales et communales, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ainsi que les médias dont l'action a contribué à ce que le sort d'Elio et d'Emanuel ne tombe pas dans l'oubli et l'indifférence. Il a rendu hommage aux délégués et collaborateurs du CICR qui, pendant les 10 mois de captivité de leurs deux collègues, ont poursuivi leur mission au Liban, et a remercié la cellule de crise du CICR qui, en collaboration avec celle du département fédéral suisse des Affaires étrangères, a œuvré sans relâche pour la libération d'Emanuel et d'Elio.

M. Sommaruga a souligné le fait que le CICR ignore l'identité des ravisseurs et demeure sans réponse sur leur motivation. «Sur la base des informations dont nous disposons nous ne voulons pas nous livrer publiquement à des spéculations sur les responsables de cet enlèvement. Le CICR ne peut donc que se dissocier des hypothèses faites à ce propos», a-t-il notamment déclaré. Le président du CICR a également annoncé que l'institution allait procéder dans les prochains jours à l'analyse de la situation au Liban suite à cette crise et prendrait les mesures qui lui paraîtront adéquates (voir ci-après, *Activités extérieures*, p. 484).

Il a rappelé en outre que, face aux problèmes graves qui se posent dans le monde, et particulièrement aujourd'hui dans la région du Golfe, la mission de protection et d'assistance du CICR ne peut s'accomplir efficacement que dans le respect de ses délégués. Au nom du CICR, son président a enfin lancé un «appel pressant» pour la libération de tous les otages encore retenus.